

# Palestine : 60 ans après l'expulsion

samedi 17 mai 2008, par [LCR \(France\)](#), [QUALANDER Nicolas](#), [TERRIN Mireille](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2008).

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies vote la partition de la Palestine en deux États, juif et arabe, couronnant un long processus de colonisation entamé par le mouvement sioniste dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. En mai 1948, l'État israélien est établi sur 78 % de la Palestine historique.

L'expulsion de 800 000 Palestiniens, en 1948, la destruction de 531 villages, les politiques de nettoyage ethnique des milices sionistes, la Haganah et l'Irgoun, dont une série de massacres tel celui du village de Deir Yassin, le 9 avril 1948, restent les symboles, 60 ans après, de la négation des droits du peuple palestinien.

Aujourd'hui, ce peuple se compose majoritairement de réfugiés, dispersés à travers la Palestine historique, la Jordanie, la Syrie, le Liban, mais aussi dans une diaspora de plus en plus nombreuse, tant dans les pays arabes qu'en Europe et aux États-Unis. Pour tous ces réfugiés, mais aussi pour les Palestiniens d'Israël et la population des territoires occupés, le droit au retour est un droit essentiel, la revendication unificatrice de toute la société palestinienne.

Soixante ans de politique coloniale, c'est aussi 60 ans de résistance palestinienne, pour ses droits nationaux.

Le 17 mai, deux initiatives commémoreront la Nakba, la « Catastrophe » de l'expulsion de 1948 : à 13 heures, une manifestation pour le droit au retour, dont la LCR est signataire, partira du métro Barbès, à Paris et, à partir de 16 heures, un grand débat-concert se tiendra à la Porte de Versailles.

Il est important que ces deux initiatives soient une réussite : alors que Nicolas Sarkozy a annoncé sa présence à Tel Aviv, en juin, pour les cérémonies qui célébreront la spoliation du peuple palestinien, le mouvement de solidarité se doit de faire entendre une autre voix, pour l'autodétermination et le droit au retour, une voix internationaliste et solidaire des résistances palestiniennes.

**Nicolas Qualander et Mireille Terrin** (Editorial)

*\* Paru dans Rouge n° 2252, 15/05/2008.*

---

## Pour le droit au retour des réfugiés palestiniens

### Communiqué LCR

Les festivités autour du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'état d'Israël occultent les conséquences politiques dont les Palestiniens continuent à souffrir : villages détruits, expulsion et dépossesion de la terre que les Palestiniens cultivaient, négation de leurs droits nationaux. Près d'un millions d'entre eux furent

expulsés et depuis survivent, eux et leurs familles, dans des camps de réfugiés au Liban, en Jordanie, en Syrie et y compris en Palestine.

C'est l'impasse totale au Proche-Orient. Que ce soit à Gaza, véritable ghetto, ou en Cisjordanie, la violence continue contre la population palestinienne qui vit enfermée et cernée par le Mur de la honte et les multiples check-points tenus par l'armée israélienne. La revendication d'Etat palestinien, bénéficiant de la continuité territoriale, avec Jérusalem-Est comme capitale et incluant le droit au retour des réfugiés, demeure plus que jamais d'actualité pour la LCR.

A l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba, la LCR participera, le samedi 17 mai, à la « Marche pour le retour » à l'appel de nombreuses organisations, à partir de 13h, à Barbès et soutient l'initiative festive prévue de 16h à 23h à la Porte de Versailles, « Paix comme Palestine, 60 ans après, la Paix par le droit ».

Le 16 mai 2008.